



Déclaration intersyndicale suite à l'audition bilan de rentrée à l'Assemblée nationale

Nos organisations FSU, UNSA Education, Fneec-FP-FO, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SNALC et Sud Éducation ont participé mercredi 20 septembre à une table ronde sur la rentrée 2023 dans le 1^{er} et le 2^d degré organisée par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale. Toutes nos organisations ont pointé les problèmes rencontrés à cette rentrée : crise du recrutement, salaires, conditions de travail, inclusion et situation des AESH...

En guise de réponse, nous avons reçu de la part de députés Renaissance et Rassemblement national des propos dénigrants, voire insultants. Ainsi Mme Riotton (députée Renaissance) a pointé notre « *ton caricatural* » et a remis en cause notre représentativité. Puis M. Odoul (député RN) a comparé la séquence pendant laquelle nous nous sommes tous exprimés à « *un sketch des Inconnus* ». Enfin, M. Chudeau (député RN) a jugé les propos de certains d'entre nous « *ridicules et totalement déplacés* », nous enjoignant à « *nous mettre au niveau* » et « *à baisser d'un ton* » et menaçant de ne pas nous inviter l'an prochain. Tout cela s'est déroulé sans intervention de la présidente de la commission, Mme Rauch (Horizons). Nous avons alors fait le choix de quitter la séance.

Nous dénonçons des propos inacceptables. La remise en cause de notre légitimité, pourtant issue des élections professionnelles, les propos moqueurs et dénigrants sont autant de marques de mépris envers nos organisations, mais aussi une forme de mépris pour la réalité que vivent tous nos collègues et les élèves dans les écoles, collèges et lycées.

Nous nous sommes adressés à la présidente de l'Assemblée nationale pour l'interpeller sur les propos tenus qui n'honorent pas la démocratie, dont le respect est un des constituants. Dans la grave crise que traverse notre système éducatif, il y a urgence à ce que les organisations syndicales représentatives soient enfin écoutées et respectées. Il en va de l'avenir de notre service public d'Éducation.

À Paris, le 21 septembre 2023